



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.451/4
du 24 juin 2026

advies 79.451/4
van 24 juni 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
11 juillet 2003 fixant la
procédure devant le
Commissariat général aux
réfugiés et aux apatrides ainsi
que son fonctionnement'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
het koninklijk besluit van
11 juli 2003 tot regeling van
de werking van en de
rechtspleging voor het
Commissariaat-generaal
voor de Vluchtelingen en
de Staatlozen'

Le 27 mai 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Asile et de la Migration, et de l'Intégration sociale, chargée de la Politique des Grandes villes à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 juin 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 juin 2026.

*

Op 27 mei 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Asiel en Migratie, en Maatschappelijke Integratie, belast met Grootstedenbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 juni 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 juni 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Dans le courrier du 26 mai 2026, le Ministre du Budget soumet son accord à la condition suivante :

« De voorwaarde voor mijn akkoord is dat voor de financiering van de implementatiekost van het ganse EU-Pact het CGVS kan rekenen op EU-financiering voorzien binnen het BMVI-fonds. Een volledig en grondig dossier met gedetailleerde budgettaire verantwoording moet daarvoor nog aan mij worden voorgelegd ».

Interrogé à ce propos, le délégué a répondu :

« De minister van begroting heeft wel degelijk een positief akkoord verleend aan dit dossier, en koppelde daar de voorwaarde aan vast dat het project om de implementatie van dit KB budgettair en operationeel ter ondersteunen ook nog aan hem voorgelegd moet worden.

Dat project werd gedetailleerd aan de nationale stuurgroep AMIF/BMVI/ISF voorgelegd en goedgekeurd op 27/05/2026. In deze stuurgroep is ook begroting (BOSA) vertegenwoordigd. Het dossier zal nogmaals aan de minister van begroting voorgelegd worden na validatie door de Europese Commissie van de aanpassingen aan de Nationale Implementatie Programma's, en voor de ondertekening van de KB's die de middelen finaal ter beschikking stellen aan de diensten. Aan de voorwaarde in het begrotingsakkoord wordt dus onverminderd tegemoet gekomen ».

Il est pris acte de ces explications.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

1. Afin de cerner avec précision les missions des personnes autres que le personnel du Commissariat général visé à l'article 1/1, 7^o, a), en projet de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 'fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement', le b) en projet sera, comme en a convenu le délégué, revu comme suit :

« b) les personnes autres que celles visées au point a), et qui travaillent pour le compte et/ou sous l'autorité du Commissaire général dans les hypothèses visées par les articles 5 et 13, paragraphe 6, du règlement (UE) 2024/1348 et par l'article 57/5^{ter}, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi ».

2. L'article 1/1, 11°, en projet définit le « tuteur » comme étant « la personne qui, conformément à la loi sur la tutelle a été désignée afin de représenter le mineur non accompagné et de l'assister afin que celui-ci puisse bénéficier des droits et satisfaire aux obligations prévues par le règlement (UE) 2024/1347 et le règlement (UE) 2024/1348 ».

Le « mineur non accompagné » est défini par l'article 1/1, 9°, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 comme étant « toute personne qui remplit les conditions prévues aux articles 5 ou 5/1 » du titre XIII, chapitre VI, (article 479) de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (ci-après : la « loi sur la tutelle »).

Il résulte des articles 1^{er}, 5 et 5/1 de la loi sur la tutelle que le mineur non accompagné est une personne « ressortissante d'un pays non-membre de l'Espace économique européen » (article 5) ou « ressortissante d'un pays membre de l'Espace économique européen ou de la Suisse » (article 5/1).

Or, l'article 3, point 6), du règlement (UE) 2024/1348 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 'instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE' définit le « mineur » comme « un ressortissant d'un État tiers ou un apatride âgé de moins de 18 ans ».

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'en renvoyant à la notion de « mineur non accompagné » définie par la loi sur la tutelle, la notion de tuteur en projet ne couvre pas les tutelles de personnes apatrides alors que ces personnes sont visées par le règlement (UE) 2024/1348.

Le cadre juridique applicable doit dès lors être revu afin de garantir sur ce point la conformité de l'arrêté en projet et de la loi sur la tutelle au règlement (UE) 2024/1348.

Articles 4 et 5

L'article 4 insère un article 7, § 4, alinéa 2, dans l'arrêté royal du 11 juillet 2003 afin de prévoir que, lorsqu'un demandeur de protection internationale est convoqué à un nouvel entretien personnel après un premier entretien, ce nouvel entretien peut avoir lieu au moins deux jours après la notification de la convocation.

Le rapport au Roi précise qu'une telle « reconvoction » peut notamment être nécessaire lorsque le premier entretien n'a pas pu être mené à bien à temps ou lorsque des questions supplémentaires doivent être posées au demandeur.

L'article 5 modifie par ailleurs l'article 18, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 en prévoyant que le motif d'absence à ce nouvel entretien personnel doit être communiqué dans les deux jours qui suivent la date fixée pour la réunion.

L'article 18, § 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 prévoit que, si le motif d'absence est jugé valable, le Commissaire général peut soit reprogrammer l'entretien, soit requérir du demandeur qu'il fournisse des renseignements par écrit.

Toutefois, l'article 13, paragraphe 11, alinéa 4, du règlement (UE) 2024/1348 impose que « [l]orsque le demandeur n'est pas en mesure d'assister à l'entretien individuel en raison de circonstances particulières indépendantes de sa volonté, l'autorité responsable de la détermination reprogramme l'entretien individuel ». Le paragraphe 14 du même article prévoit que l'absence d'entretien individuel n'empêche pas l'autorité responsable de la détermination de prendre une décision sur la demande de protection internationale pour autant que « des efforts suffisants aient été déployés pour garantir que le demandeur s'est vu offrir la possibilité de bénéficier d'un entretien individuel ».

Dès lors que les dispositions en projet s'appliquent à l'entretien personnel, la faculté laissée au Commissaire général de solliciter des renseignements écrits plutôt que de reprogrammer l'entretien apparaît difficilement conciliable avec l'obligation découlant du règlement (UE) 2024/1348.

À défaut de pouvoir justifier la compatibilité de cette faculté avec le cadre fixé par le règlement (UE) 2024/1348, la disposition sera revue.

Article 4

Il va de soi que les garanties prévues par le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'entretien personnel – notamment la présence d'un interprète ainsi que l'assistance d'un conseil juridique lors de cet entretien ¹ – devront être pleinement préservées, même dans les brefs délais prévus par la disposition examinée.

Article 7

Dans la version française, le mot « lien » sera remplacé par le mot « lieu ».

Article 10

1. Interrogé sur la portée de la phrase « [s]i le(s) parent(s) ou le tuteur ne se fait ou font pas accompagner par un interprète, la procédure peut être poursuivie [...] conformément à l'article 35/14 », le délégué a expliqué :

« In de uitzonderlijke situatie dat het CGVS geen geschikte tolk heeft (omdat verzoeker een zeer zeldzame taal spreekt) en hij, de voogd en/of zijn ouders evenmin een geschikte tolk vinden, is er geen gesprek mogelijk in het kader van de leeftijdsbeoordelingsprocedure. Het CGVS moet echter een beslissing nemen over de

¹ Voir notamment l'article 13, paragraphes 4 et 5, alinéa 1^{er}, du règlement (UE) 2024/1348 :

« 4. La présence du conseil juridique du demandeur lors de l'entretien individuel, lorsque le demandeur a décidé de se prévaloir du droit à une assistance juridique conformément à la section III, du présent chapitre, est assurée.

5. Un interprète qui est capable d'assurer une communication appropriée entre le demandeur et la personne qui mène l'entretien est prévu pour les entretiens individuels ».

L'article 13, paragraphe 13, alinéa 2, du règlement (UE) 2024/1348 précise néanmoins : « L'absence du conseil juridique n'empêche pas l'autorité responsable de la détermination de mener l'entretien ».

leeftijd aangezien er verdere twijfel over de leeftijd bestaat en bijgevolg is het redelijk over te stappen naar de volgende fase van de procedure, namelijk het medisch onderzoek ».

Il est pris acte de ces explications.

Il va de soi que, même en l'absence d'un interprète, le consentement des personnes concernées devra être recueilli préalablement à la réalisation de l'examen médical, conformément à l'article 25, paragraphe 5, du règlement (UE) 2024/1348.

2. Dès lors que l'article 30 de la Constitution réserve à la loi la réglementation de l'emploi des langues pour les actes de l'autorité publique, il n'appartient pas à l'auteur du projet de préciser la langue dans laquelle est mené l'entretien. La disposition sera omise ou complétée par une référence à la base légale dont cette disposition reproduit la portée.

Article 11

L'article 11 emploie la notion de « motif valable » que le rapport au Roi explique comme devant exclusivement s'entendre comme un cas de force majeure.

Dès lors que les notions de « motif valable » et de « force majeure » ne se recouvrent pas entièrement, le dispositif ou le rapport au Roi sera revu afin que l'un et l'autre se réfèrent à la même notion.

La même observation vaut pour l'article 12.

Article 12

L'article 35/15, § 1, en projet prévoit qu'en cas d'absence injustifiée ou de refus de se soumettre à l'examen médical, le Commissaire général statue sur l'âge sur la base des éléments en sa possession, alors que le paragraphe 2 instaure, dans les mêmes hypothèses (« dans les cas visés au paragraphe 1^{er} »), une présomption réfragable de non-minorité conformément à l'article 25, paragraphe 6, du règlement (UE) 2024/1348.

Ces deux mécanismes semblent difficilement conciliables dès lors que le premier laisse une large marge d'appréciation au Commissaire général sur la base de tous les éléments en sa possession, tandis que le second consacre une modalité qui limite ensuite cette marge d'appréciation.

L'auteur du projet doit préciser comment ces dispositions s'articulent et, le cas échéant, adapter le texte pour éviter toute ambiguïté.

Article 13 nouveau

Interrogé sur l'absence de mesure transitoire et de disposition d'entrée en vigueur et, le cas échéant, s'il est dans l'intention de prévoir un effet rétroactif, le délégué a expliqué :

« Une disposition relative à l'entrée en vigueur a été en effet omise/oubliée.

Mais il n'est pas question de rétroactivité. Il est indiqué d'ajouter que l'arrêté royal entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Ceci en insérant un article 13 (l'article 13 du projet soumis pour avis devenant l'article 14) :

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Et comme rapport au Roi :

Article 13

Cet article régit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le présent arrêté royal modifie l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement, afin de se conformer au règlement (UE) 2024/1347 ainsi qu'au le règlement (UE) 2024/1348, tel que mis en œuvre par la loi du x modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne.

Ces règlements sont d'application depuis le 12 juin 2026.

Tenant compte de cela, le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* ».

Le projet sera complété en ce sens.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De minister van Begroting heeft in zijn brief van 26 mei 2026 het ontwerp akkoord bevonden onder de volgende voorwaarde:

“De voorwaarde voor mijn akkoord is dat voor de financiering van de implementatiekost van het ganse EU-Pact het CGVS kan rekenen op EU-financiering voorzien binnen het BMVI-fonds. Een volledig en grondig dossier met gedetailleerde budgettaire verantwoording moet daarvoor nog aan mij worden voorgelegd.”

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“De minister van begroting heeft wel degelijk een positief akkoord verleend aan dit dossier, en koppelde daar de voorwaarde aan vast dat het project om de implementatie van dit KB budgettair en operationeel ter ondersteunen ook nog aan hem voorgelegd moet worden.

Dat project werd gedetailleerd aan de nationale stuurgroep AMIF/BMVI/ISF voorgelegd en goedgekeurd op 27/05/2026. In deze stuurgroep is ook begroting (BOSA) vertegenwoordigd. Het dossier zal nogmaals aan de minister van begroting voorgelegd worden na validatie door de Europese Commissie van de aanpassingen aan de Nationale Implementatie Programma's, en voor de ondertekening van de KB's die de middelen finaal ter beschikking stellen aan de diensten. Aan de voorwaarde in het begrotingsakkoord wordt dus onverminderd tegemoet gekomen.”

Er wordt akte genomen van die uitleg.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

1. Teneinde nauwkeurig af te bakenen welke de opdrachten zijn van de andere personen dan het personeel van het Commissariaat-generaal bedoeld in het ontworpen artikel 1/1, 7°, a), van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 ‘tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen’, moet het ontworpen punt b), zoals beaamd is door de gemachtigde, als volgt worden herzien:

“b) andere personen dan de onder a) bedoelde personen die werkzaam zijn voor rekening van en/of onder gezag van de Commissaris-generaal in de gevallen bedoeld in de artikelen 5 en 13, lid 6, van verordening (EU) 2024/1348 en in artikel 57/5ter, § 1, derde lid, van de wet”.

2. In het ontworpen artikel 1/1, 11°, wordt het begrip “voogd” gedefinieerd als “de persoon die overeenkomstig de Voogdijwet is aangewezen om de niet-begeleide minderjarige te vertegenwoordigen en bij te staan zodat deze aanspraak kan maken op de rechten en kan voldoen aan de verplichtingen uit hoofde van Verordening (EU) 2024/1347 en Verordening (EU) 2024/1348”.

De “niet-begeleide minderjarige” wordt in artikel 1/1, 9°, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 gedefinieerd als “iedere persoon die de voorwaarden voorzien in de artikelen 5 of 5/1” van titel XIII, hoofdstuk VI, (artikel 479) van de programmawet (I) van 24 december 2002 (hierna: de “Voogdijwet”) vervult.

Uit de artikelen 1, 5 en 5/1 van de Voogdijwet vloeit voort dat de niet-begeleide minderjarige een persoon is “die onderdaan is van een land dat geen lid is van de Europese Economische Ruimte” (artikel 5) of “die onderdaan is van een land dat lid is van de Europese Economische Ruimte of van Zwitserland” (artikel 5/1).

In artikel 3, punt 6), van verordening (EU) 2024/1348 van het Europees Parlement en de Raad van 14 mei 2024 ‘tot vaststelling van een gemeenschappelijke procedure voor internationale bescherming in de Unie en tot intrekking van Richtlijn 2013/32/EU’ wordt de “minderjarige” evenwel gedefinieerd als “een onderdaan van een derde land of een staatloze die jonger is dan 18 jaar”.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat door te verwijzen naar het begrip “niet-begeleide minderjarige” zoals gedefinieerd in de Voogdijwet, het ontworpen begrip “voogd” niet de voogdij met betrekking tot staatlozen omvat, terwijl verordening (EU) 2024/1348 wel betrekking heeft op die personen.

Het toepasselijke juridische kader moet derhalve worden herzien om ervoor te zorgen dat het ontwerpbesluit en de Voogdijwet op dat punt overeenstemmen met verordening (EU) 2024/1348.

Artikelen 4 en 5

Bij artikel 4 wordt een artikel 7, § 4, tweede lid, ingevoegd in het koninklijk besluit van 11 juli 2003, zodat bepaald wordt dat, wanneer de persoon die om internationale bescherming verzoekt na een eerste persoonlijk onderhoud wordt opgeroepen voor een nieuw persoonlijk onderhoud, “(dat nieuwe) onderhoud minstens twee dagen na de kennisgeving van de oproeping (kan) plaatsvinden”.

In het verslag aan de Koning staat dat zo’n “herconvocatie” inzonderheid noodzakelijk kan zijn omdat het eerste onderhoud niet tijdig kon worden afgerond of omdat er na het eerste onderhoud nog bijkomende vragen aan de verzoeker dienen te worden gesteld.

Artikel 5 wijzigt bovendien artikel 18, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 door daarin op te nemen dat de reden van afwezigheid van de verzoeker op dat nieuwe onderhoud meegedeeld dient te worden binnen 2 dagen na de datum vastgesteld voor het gehoor.

In artikel 18, § 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 wordt bepaald dat indien de reden voor de afwezigheid geldig wordt geacht, de Commissaris-generaal ofwel een latere datum kan vaststellen voor het gehoor, ofwel de verzoeker kan verzoeken schriftelijk inlichtingen te verschaffen.

In artikel 13, lid 11, vierde alinea, van verordening (EU) 2024/1348 wordt evenwel het volgende gesteld: “Indien de verzoeker wegens specifieke omstandigheden buiten zijn of haar wil niet in staat is het persoonlijk onderhoud bij te wonen, stelt de beslissingsautoriteit het persoonlijk onderhoud uit.” In lid 14 van datzelfde artikel wordt gesteld dat het feit dat er geen persoonlijk onderhoud heeft plaatsgevonden, de beslissingsautoriteit niet belet een beslissing over het verzoek om internationale bescherming te nemen “op voorwaarde dat er voldoende inspanningen zijn geleverd om ervoor te zorgen dat de verzoeker in de gelegenheid is gesteld een persoonlijk onderhoud te hebben”.

Aangezien de ontworpen bepalingen van toepassing zijn op het persoonlijk onderhoud, lijkt de mogelijkheid die aan de Commissaris-generaal wordt gelaten om te vragen dat schriftelijk inlichtingen worden verstrekt in plaats van een andere datum vast te stellen voor het onderhoud, moeilijk verzoenbaar te zijn met de verplichting die voortvloeit uit verordening (EU) 2024/1348.

Tenzij kan worden aangetoond dat die mogelijkheid verenigbaar is met het kader vastgesteld in verordening (EU) 2024/1348, dient die bepaling te worden herzien.

Artikel 4

Het spreekt vanzelf dat de waarborgen waarvan sprake is in verordening (EU) 2024/1348 wat betreft het persoonlijk onderhoud - onder andere de aanwezigheid van een tolk, alsook de bijstand van een juridisch adviseur tijdens dat onderhoud¹ - volledig in acht genomen moeten worden, zelfs binnen de korte termijn waarin de voorliggende bepaling voorziet.

Artikel 7

In de Franse tekst moet het woord “lien” vervangen worden door het woord “lieu”.

¹ Zie met name artikel 13, leden 4 en 5, eerste alinea, van verordening (EU) 2024/1348:

“4. Wanneer de verzoeker heeft besloten een beroep te doen op rechtsbijstand overeenkomstig afdeling III van dit hoofdstuk, wordt de aanwezigheid van de juridisch adviseur van de verzoeker bij het persoonlijk onderhoud gewaarborgd.

5. Tijdens het persoonlijk onderhoud is een tolk beschikbaar die ervoor kan zorgen dat de communicatie tussen de verzoeker en de persoon die het persoonlijk onderhoud voert, goed verloopt.”

In artikel 13, lid 13, tweede alinea, van verordening (EU) 2024/1348 staat evenwel het volgende: “De afwezigheid van de juridisch adviseur belet de beslissingsautoriteit niet het onderhoud te voeren.”

Artikel 10

1. Op de vraag wat de strekking is van de zin “[i]ndien de ouder(s) of de voogd in gebreke blijft een tolk naar het gesprek mee te brengen (lees: “[i]ndien de ouder(s) of de voogd geen tolk meebrengen naar het gesprek), kan de procedure (...) overeenkomstig artikel 35/14 worden [verdergezet]”, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“In de uitzonderlijke situatie dat het CGVS geen geschikte tolk heeft (omdat verzoeker een zeer zeldzame taal spreekt) en hij, de voogd en/of zijn ouders evenmin een geschikte tolk vinden, is er geen gesprek mogelijk in het kader van de leeftijdsbeoordelingsprocedure. Het CGVS moet echter een beslissing nemen over de leeftijd aangezien er verdere twijfel over de leeftijd bestaat en bijgevolg is het redelijk over te stappen naar de volgende fase van de procedure, namelijk het medisch onderzoek.”

Er wordt akte genomen van die uitleg.

Het spreekt vanzelf dat, zelfs wanneer er geen tolk is, de instemming van de betreffende personen verkregen moet zijn voordat het medisch onderzoek plaatsvindt, overeenkomstig artikel 25, lid 5, van verordening (EU) 2024/1348.

2. Aangezien krachtens artikel 30 van de Grondwet het gebruik van de talen voor handelingen van het openbaar gezag alleen bij wet kan worden geregeld, staat het niet aan de steller van het ontwerp om te bepalen in welke taal het onderhoud gevoerd wordt. De bepaling dient te vervallen of aangevuld te worden met een verwijzing naar de wettelijke grondslag waarvan de strekking in die bepaling wordt overgenomen.

Artikel 11

In artikel 11 wordt het begrip “geldige reden” gebezigd, dat volgens het verslag aan de Koning uitsluitend begrepen mag worden als een geval van overmacht.

Aangezien de begrippen “geldige reden” en “overmacht” niet volstrekt dezelfde betekenis hebben, dient het dispositief of het verslag aan de Koning aldus herzien te worden dat ze beide hetzelfde begrip bezigen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12.

Artikel 12

In het ontworpen artikel 35/15, §1, wordt bepaald dat in geval van een ongewettigde afwezigheid of van een weigering om het medisch onderzoek te ondergaan, de Commissaris-generaal een beslissing neemt over de leeftijd op basis van de elementen in zijn bezit, terwijl in paragraaf 2, voor dezelfde gevallen (“in de in paragraaf 1 bedoelde gevallen”) voorzien wordt in een weerlegbaar vermoeden dat de verzoeker niet minderjarig is, overeenkomstig artikel 25, lid 6, van verordening (EU) 2024/1348.

Beide mechanismen lijken moeilijk verenigbaar te zijn aangezien in het eerste een ruime bevoegdheid gelaten wordt aan de Commissaris-generaal op te oordelen op grond van alle elementen die in zijn bezit zijn, terwijl in het tweede voorzien wordt in een regel die die beoordelingsruimte vervolgens beperkt.

De steller van het ontwerp moet kunnen aantonen hoe beide bepalingen zich tot elkaar verhouden en moet in voorkomend geval de tekst aanpassen om elke mogelijke dubbelzinnigheid uit de weg te ruimen.

Nieuw artikel 13

Op de vraag waarom er niet voorzien is in een overgangsmaatregel, noch in een inwerkingtredingsbepaling, en of het in voorkomend geval de bedoeling is om te voorzien in terugwerkende kracht, heeft de gemachtigde het volgende gepreciseerd:

“Une disposition relative à l’entrée en vigueur a été en effet omise/oubliée.

Mais il n’est pas question de rétroactivité. Il est indiqué d’ajouter que l’arrêté royal entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Ceci en insérant un article 13 (l’article 13 du projet soumis pour avis devenant l’article 14) :

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Et comme rapport au Roi :

Article 13

Cet article régit l’entrée en vigueur du présent arrêté.

Le présent arrêté royal modifie l’arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement, afin de se conformer au règlement (UE) 2024/1347 ainsi qu’au le règlement (UE) 2024/1348, tel que mis en œuvre par la loi du x modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers en vue de la mise en œuvre du Pacte sur la migration et l’asile de l’Union européenne.

Ces règlements sont d’application depuis le 12 juin 2026.

Tenant compte de cela, le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.”

Het ontwerp moet in die zin aangevuld worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO